

Informations Rapides

28 septembre 2012 - n° 239

INSEE
CONJONCTURE

Principaux indicateurs

■ Dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques – 2^e trimestre 2012

À la fin du deuxième trimestre 2012, la dette publique s'établit à 1 832,6 milliards d'euros

Avertissement : la dette trimestrielle étant fondée sur une source d'information directe moins complète que les comptes annuels, son profil demeure révisable pendant plusieurs trimestres.

La seule observation de l'évolution de la dette en cours d'année ne permet pas de présager celle du déficit public. Pour obtenir le déficit à partir de la dette, il faut tenir compte de la variation des actifs financiers et de celle des autres comptes financiers à payer et à recevoir.

La dette publique augmente de 43,2 milliards d'euros entre le 1^{er} trimestre et le 2^e trimestre 2012...

À la fin du deuxième trimestre 2012, la dette publique de Maastricht, qui est une dette brute, s'établit à 1 832,6 Md€, en augmentation de 43,2 Md€ par rapport au trimestre précédent. Exprimée en pourcentage du PIB, elle se situe à 91,0 %, en augmentation de 1,7 point par rapport au trimestre précédent. La dette publique nette progresse plus modérément (+25,7 Md€).

...sous l'effet d'une hausse de l'endettement de l'État

La contribution de l'État à la dette augmente de 51,3 Md€ au deuxième trimestre ; il s'agit pour l'essentiel de sa dette négociable à long terme (+36,2 Md€) et court terme (+5,9 Md€) ainsi que d'emprunts à long terme (+9,9 Md€).

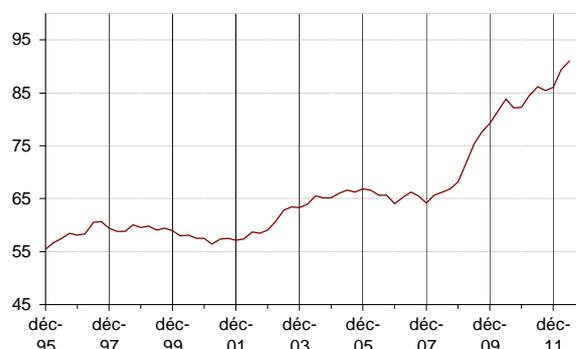
...alors que les administrations de sécurité sociale se désendettent

La contribution des administrations de sécurité sociale à la dette diminue de 8,2 Md€. La Cades se désendette de 9,5 Md€ : elle rembourse 16,0 Md€ de titres, dont 14,1 Md€ à court terme, émet 4,0 Md€ d'obligations et contracte 2,5 Md€ d'emprunts à court terme. L'Acoss réduit sa dette de 2,6 Md€. L'Unedic et la MSA accroissent leurs endettements respectivement à hauteur de 2,5 Md€ et 1,4 Md€.

La contribution des administrations publiques locales à la dette connaît une évolution comparable aux deuxièmes trimestres des années précédentes (+0,4 Md€).

La contribution des organismes divers d'administration centrale à la dette se stabilise également (-0,3 Md€).

Dette au sens de Maastricht des administrations publiques en point de PIB (*)



La dette de Maastricht des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur et par instrument

(en Mds€)

	2011T2	2011T3	2011T4	2012T1	2012T2
Ensemble des adm. publiques	1696,1	1692,2	1717,0	1789,4	1832,6
en point de PIB (*)	86,2%	85,4%	86,0%	89,3%	91,0%
dont, par sous-secteur, consolidée (*) :					
État	1338,6	1330,0	1335,1	1381,9	1433,2
Organismes divers d'adm. Centrale	9,8	9,9	10,4	10,0	9,7
Administrations publiques locales	154,3	153,4	166,3	160,9	161,3
Administrations de sécurité sociale	193,4	199,0	205,2	236,6	228,4
dont, par instrument :					
Dépôts	27,9	30,5	30,0	31,5	30,7
Titres négociables	1467,4	1457,7	1471,2	1540,1	1571,3
court terme	227,9	240,2	226,0	236,1	225,6
long terme	1239,5	1217,5	1245,1	1304,0	1345,6
Crédits	200,7	203,9	215,8	217,8	230,6
court terme	10,4	12,7	8,5	10,0	11,8
long terme	190,3	191,2	207,2	207,8	218,8

Source : Comptes nationaux base 2005 - Insee, DGFIP, Banque de France

(*) voir précisions dans l'encadré « Pour en savoir plus »

La dette publique nette en moindre hausse que la dette de Maastricht

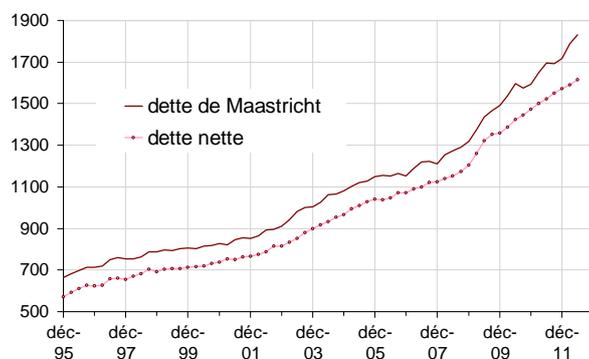
Au deuxième trimestre 2012, la dette nette des administrations publiques s'élève à 1 616,2 Md€ (soit 80,3 % du PIB contre 79,4 % au trimestre précédent), en progression de 25,7 Md€ par rapport au trimestre précédent. Cette hausse est moins importante que celle de la dette brute en raison de la progression soutenue de la trésorerie de l'État (+16,6 Md€) tandis que celle des organismes de sécurité sociale diminue de 7,5 Md€. Par ailleurs, les encours de prêts détenus par les administrations publiques augmentent : l'État accorde 9,8 Md€ de prêts aux pays de la zone euro dans le cadre du FESF (voir encadré).

La dette nette des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur

(en Mds€)

	2011T2	2011T3	2011T4	2012T1	2012T2
Ensemble des adm. publiques	1523,2	1550,1	1572,6	1590,5	1616,2
dont :					
État	1239,4	1266,3	1271,0	1287,7	1312,7
Org. divers d'adm. centrale	-4,7	-4,5	-1,7	-2,3	-2,7
Adm. publiques locales	144,8	143,7	156,6	151,1	151,5
Adm. de sécurité sociale	143,7	144,7	146,6	153,9	154,8

Dette au sens de Maastricht et dette nette



La valeur des actions cotées et des titres d'OPCVM se stabilise

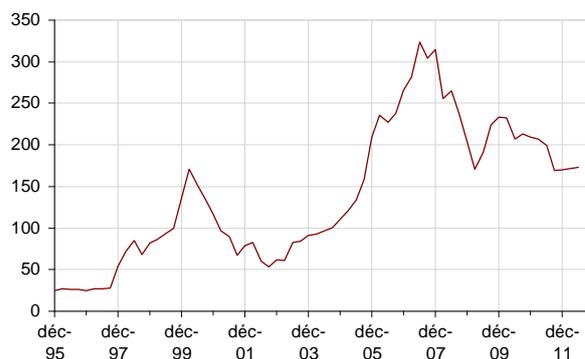
Au deuxième trimestre 2012, la valeur des actions cotées et des titres d'OPCVM détenus par les administrations publiques s'élève à 173,4 Md€, un niveau au-dessus de celui du trimestre précédent (171,4 Md€). Le montant des actions cotées détenues diminue de 1,5 Md€, en raison de la baisse des marchés d'actions. Cette diminution est en partie contrebalancée par la hausse des détentions d'OPCVM (+3,5 Md€) des organismes de sécurité sociale : l'Unedic et le RSI en acquièrent pour respectivement 2,0 Md€ et 0,6 Md€.

Les actions cotées et les OPCVM détenues par les administrations publiques

(en Mds€)

	2011T2	2011T3	2011T4	2012T1	2012T2
Ensemble des adm. publiques	199,4	169,5	169,7	171,4	173,4
dont :					
État	79,0	65,4	59,1	56,2	55,4
Org. divers d'adm. centrale	29,7	23,2	22,2	24,5	23,8
Adm. publiques locales	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7
Adm. de sécurité sociale	90,1	80,5	87,8	90,2	93,6

Actions cotées et OPCVM détenus par les APU



Remarque : à la suite de la décision d'Eurostat du 27 janvier 2011, les émissions du Fonds Européen de Stabilité Financière (FESF) destinées à financer des prêts aux pays européens sont réintégrés dans les dettes des pays contributeurs à cet organisme. Au deuxième trimestre 2012, la France a prêté 8,1 milliards d'euros à la Grèce, 1,1 milliard d'euros au Portugal et 0,6 milliard d'euros à l'Irlande.

Pour en savoir plus :

Au quatrième trimestre, le PIB utilisé pour exprimer la dette en point de PIB est le PIB annuel en données brutes. Cette mesure n'a pas de strict équivalent en cours d'année ; elle est approximée par le cumul du PIB trimestriel en données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables (CVS-CJO) sur les quatre derniers trimestres connus.

Les données par sous-secteur institutionnel des administrations publiques qui figurent dans ce numéro d'Informations Rapides sont consolidées : sont exclus les passifs détenus par le même sous-secteur ainsi que ceux détenus par les autres sous-secteurs des administrations.

- Des données complémentaires (séries longues, pages internet associées...) sont disponibles sur la page HTML de cet indicateur : <http://www.insee.fr/fr/themes/info-rapide.asp?id=40>
- La note méthodologique sur la dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques est disponible sur : http://www.insee.fr/fr/indicateurs/ind40/method_idconj_40.pdf
- Retrouvez les séries longues dans la BDM : [G423](#), [G885](#), [G886](#)
- Contact presse : bureau-de-presse@insee.fr

Prochaine publication : le 27 12 2012 à 8h45